



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación

JUSTICE FISCALE

€ Guide de ressources à l'attention des syndicats de l'éducation \$

MAI 2014

Aux quatre coins du monde, l'évasion fiscale par les sociétés prive d'argent des gouvernements qui ont désespérément besoin de fonds pour financer les écoles, le matériel scolaire et les enseignant(e)s. Selon différentes estimations, certains pays perdraient chaque année des centaines de milliards de dollars, tout simplement parce que les grandes entreprises ne s'acquittent pas de leur juste part de l'impôt.

Lorsque les multinationales se soustraient à l'impôt, ce sont les citoyen(ne)s ordinaires qui finissent par payer plus, ou bien certains services publics essentiels – tels que l'éducation – qui reçoivent moins de financements ou font l'objet de coupes budgétaires. Ainsi, ce sont donc les populations les plus pauvres au monde qui paient le plus lourd tribut.

L'Internationale de l'Éducation est convaincue que l'heure est venue de lancer une action internationale en vue de mettre un terme aux échappatoires fiscales. Les multinationales doivent payer la part d'impôt qui leur revient afin que les gouvernements puissent disposer des ressources nécessaires pour financer des services publics de qualité, dont l'éducation.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Selon certaines estimations, les pays doivent lever 20 pour cent de leur produit national brut en impôts pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et celui de l'Éducation pour Tous (EPT). Sur 67 pays à revenu faible ou moyen, ils ne sont que 7 à atteindre actuellement ce seuil. Si les pays à revenu faible ou moyen redoublaient leurs efforts de collecte de l'impôt et consacraient un cinquième de leur budget à l'éducation, ils pourraient réunir 153 milliards de dollars au profit de l'éducation en 2015, permettant ainsi combler plus de la moitié du déficit de financement de l'éducation primaire et du secondaire inférieur.

Le Nigeria, par exemple, qui consacre uniquement 1,5 pour cent de son PIB et 6 pour cent de son budget à l'éducation, affiche le plus faible taux de scolarisation au monde (10,5 millions sur les 57 millions d'enfants non scolarisés dans le monde entier). Au vu de ces deux indicateurs, le Nigeria pourrait plus que tripler ses dépenses dans l'éducation.

Source: **Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous**, Document d'orientation 12, mars 2014.

LE SAVIEZ-VOUS ?

En Tanzanie, la Campagne mondiale pour l'éducation a observé que les montants devant être payés par les grandes entreprises et échappant à l'impôt permettraient de financer la formation de tous les enseignant(e)s de primaire non formés dans le pays, ainsi que la formation et les salaires de 70.000 enseignant(e)s supplémentaires afin de scolariser tous les enfants en primaire avec un ratio enseignant/élèves de 1/35. Ces recettes auraient également permis de construire plus de 97.000 nouvelles salles de classe, et de fournir à tous les enfants en âge d'aller à l'école primaire un manuel de calcul et de lecture.

Source: « **Imposer l'équité : Financer l'Éducation pour Tous avec des ressources domestiques** », Campagne mondiale pour l'éducation, p. 10

COMMENT LES MULTINATIONALES PARVIENNENT-ELLES À SE SOUSTRaire À LEUR JUSTE PART DE L'IMPÔT ?

Les multinationales recourent à de nombreuses stratégies pour éviter de payer leur juste part de l'impôt. Parmi les causes d'impôts impayés, on recense notamment les « allègements fiscaux » ou « vacances fiscales » accordés par les gouvernements aux entreprises, ainsi que les pratiques permettant aux entreprises de se soustraire à l'impôt en toute légalité, en exploitant des vides juridiques (à savoir l'« évasion fiscale »), ou illégalement, ce que l'on appelle la « fraude fiscale ».

Vous trouverez ci-dessous les stratégies les plus utilisées par les entreprises afin de se soustraire à leur juste part de l'impôt.

- ★ **PARADIS FISCAUX :** Les paradis fiscaux se caractérisent par des taux d'imposition faibles voire nuls pour les sociétés, une législation stricte en matière de secret bancaire, ainsi que des règles simples au regard de la création d'entreprises, qui permettent aux entreprises de créer des « sociétés écrans » n'ayant pas d'actifs réels et n'exerçant aucune véritable activité, mais utilisées pour aspirer les bénéfices des pays dans lesquels elles doivent payer l'impôt.
- ★ **ARBITRAGE FISCAL :** Les multinationales adoptent généralement des stratégies de planification fiscale leur permettant de profiter des failles et des vides juridiques dans la réglementation fiscale entre différentes juridictions. Le recours au « *cumul des déductions fiscales* » constitue l'une des stratégies les plus utilisées. C'est notamment le cas lorsqu'une multinationale basée dans un pays loue un bien à une filiale implantée dans un autre pays en vue de réclamer des crédits d'impôt dans deux juridictions, pour un seul et même bien.
- ★ **PRIX DE TRANSFERT :** Les multinationales manipulent souvent les prix des transactions pour les biens et services entre sociétés appartenant à un même groupe. Ainsi, il arrive qu'une entreprise surfacture l'une de ses filiales pour un produit ou un service, déplaçant ainsi les bénéfices vers une destination moins taxée.
- ★ **INCITATIONS FISCALES NÉFASTES :** Parmi les incitations fiscales, citons les avantages spéciaux qu'un gouvernement offre à une multinationale, soi-disant dans l'objectif d'attirer des investissements étrangers – même s'il apparaît clairement qu'elles ne visent pas véritablement cet objectif, notamment dans les pays en développement. Les incitations sont rarement surveillées par le grand public et les assemblées parlementaires, sont souvent accordées par des personnes ne disposant pas de l'autorisation requise, ou comprennent des accords de stabilité empêchant les futurs gouvernements de les modifier. Les « vacances fiscales » qui permettent aux entreprises de se soustraire à l'impôt sur le revenu pour de longues périodes s'avèrent particulièrement néfastes.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans un rapport de 2010, le Congressional Research Service américain a estimé que le recours aux paradis fiscaux par les entreprises en vue de dissimuler leurs profits coûtait entre 10 et 30 milliards de dollars chaque année et ce, au seul Trésor américain.

Source: **Tax Havens: International Tax Avoidance and Evasion**, Washington: Congressional Research Service, 4 Juin 2010

LE SAVIEZ-VOUS ?

On estime que les pays en développement perdent chaque année entre 120 et 160 milliards de dollars de recettes à cause de l'argent placé dans les paradis fiscaux – un montant supérieur aux aides qu'ils reçoivent.

Source: <http://www.oecd.org/dac/stats>

“DANS TOUS LES PAYS, IL Y A ASSEZ D'ARGENT POUR FINANCER DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ, ET NOTAMMENT UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR TOUS. LES BUDGETS PUBLICS SONT SIMPLEMENT PRIVÉS DE CET ARGENT CAR L'ÉVASION FISCALE, SOUTENUE PAR DE NOMBREUX COMPTABLES, AVOCATS ET AUTRES BANQUIERS, RENCONTRE UN SUCCÈS NOTABLE.”

– Fred van Leeuwen,
Secrétaire général
Internationale de l'Éducation

QUE POUVONS-NOUS FAIRE ?

Les gouvernements doivent tout d'abord agir par le biais de leur réglementation nationale en matière de fiscalité afin de mettre un terme aux incitations et conventions fiscales néfastes, et notamment aux accords négociés avec les paradis fiscaux. Ils devraient également mettre à profit leur pouvoir en matière de fiscalité afin de veiller à ce que les sociétés paient leur juste part aux autorités locales lorsqu'elles transfèrent leurs bénéfices vers d'autres juridictions. C'est ce que l'on désigne plus communément par « *retenue à la source* ».

Il incombe également aux multinationales de ne plus recourir à des structures telles que les « *sociétés écrans* » ou à des transactions telles que les « *prix de transfert* » qui leur permettent de baisser artificiellement leur dette fiscale. Les sociétés doivent également faire preuve d'une plus grande transparence au regard de leurs politiques et pratiques fiscales.

Enfin, il est nécessaire d'agir à l'échelle internationale dans ce domaine. Les stratégies d'évasion fiscale profitent des paradis fiscaux et des vides juridiques dans les réglementations fiscales des différents pays. Par conséquent, il est difficile pour quelque pays que ce soit de lutter seul contre ce fléau.

C'est pourquoi l'Internationale de l'Éducation invite ses affiliés à se mobiliser dans le cadre de la campagne pour une justice fiscale. Nous devons faire pression sur chaque pays, ainsi que sur les institutions internationales clés, afin qu'ils rejoignent notre combat visant à mettre un terme aux paradis fiscaux, aux échappatoires fiscales et aux prix de transfert.

“COMBLER LES VIDES JURIDIQUES DANS LES LÉGISLATIONS INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE FISCALITÉ IMPLIQUE UNE ÉVOLUTION DES COMPORTEMENTS AINSI QU'UNE VOLONTÉ POLITIQUE FORTE. L'ACCEPTATION À GRANDE ÉCHELLE DE L'ÉVASION FISCALE EN TANT QUE BUT LÉGITIME DES GRANDES ENTREPRISES DOIT CESSER. À MOINS QUE L'ON NE PUISSE METTRE UN TERME À CETTE ÉVASION FISCALE DÉSASTREUSE ET INJUSTIFIÉE, L'ÉDUCATION PUBLIQUE DE QUALITÉ ET LES AUTRES SERVICES PUBLICS CONTINUERONT D'ÊTRE MENACÉS PAR LES COUPES DANS LES DÉPENSES PUBLIQUES ”

– Susan Hopgood, Présidente de l'Internationale de l'Éducation

COMMENT S'IMPLIQUER ?

Les syndicats de l'éducation ont un rôle crucial à jouer dans le cadre de la campagne pour une justice fiscale. Nous savons que lorsque de grandes sociétés se soustraient à l'impôt, ce sont les enseignant(e)s et les élèves qui en paient le prix, ce qui se manifeste par de bas salaires pour les enseignant(e)s, des écoles mal équipées et une éducation de plus faible qualité.

Pour vous impliquer dans la campagne pour une justice fiscale :

- ★ **INFORMEZ-VOUS.** Découvrez comment les sociétés éludent l'impôt, ainsi que les conséquences sur l'éducation et les autres services publics. Consultez la section *ressources* de ce guide
- ★ **CONNECTEZ-VOUS.** De nombreux réseaux en faveur d'une justice fiscale ont émergé dans le monde entier, rassemblant des syndicats, des ONG et des citoyen(ne)s qui souhaitent lutter contre l'évasion fiscale. Consultez ci-dessous la liste des *Réseaux en faveur d'une justice fiscale* pour trouver et rejoindre un réseau qui opère dans votre région.
- ★ **ORGANISEZ-VOUS.** Rejoignez l'une des nombreuses campagnes pour une justice fiscale ou découvrez comment lancer votre propre campagne en vous aidant des outils de campagne ci-dessous.
- ★ **LANCEZ-VOUS.** Exhortez les ministres des Finances à s'engager à taxer davantage les entreprises en éliminant les échappatoires fiscales et en allouant au moins 20 pour cent des fonds levés aux ministères de l'Éducation afin d'accroître les dépenses dans l'éducation. Manifestez votre soutien et impliquez le grand public en invitant les enseignant(e)s, les élèves et les parents à dire haut et fort ce que leur école pourrait gagner grâce à un impôt plus élevé.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Chaque année, à cause de l'évasion fiscale, les pays en développement perdent un montant bien supérieur aux aides qu'ils reçoivent.

L'argent ainsi perdu par les gouvernements des pays en développement suffirait à :

- ★ éradiquer la pandémie du VIH/SIDA ;
- ★ offrir une éducation fondamentale aux 72 millions d'enfants actuellement non scolarisés ; et
- ★ mettre un terme à la faim dans le monde, deux fois.

Source: [ActionAid International](#)

RESSOURCES

★ L'IMPOSITION DES SOCIÉTÉS DANS LE MONDE ET LE FINANCEMENT DE SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ

Mandatée par l'Institut de recherche de l'IE pour le compte du Conseil des Global Unions, cette étude souligne l'ampleur choquante de l'évasion fiscale par les multinationales et propose à la communauté mondiale des moyens d'action concrets.

Lire/télécharger l'étude : [http://download.ei-ie.org/Docs/WebDepot/Global Corporate Taxation_FR.pdf](http://download.ei-ie.org/Docs/WebDepot/Global_Corporate_Taxation_FR.pdf)

★ COMBLER LES FAILLES DE LA FISCALITÉ

Ce document politique, soutenu par 34 organisations du monde entier œuvrant en faveur de la justice fiscale, propose une série de recommandations donnant aux pays les moyens de lutter contre l'évasion fiscale par les entreprises multinationales.

Lire/télécharger l'étude (en anglais) : <http://www.christianaid.org.uk/images/policy-brief-q20-fixing-the-cracks-in-tax.pdf>

★ ÉNONCER LES MILLIARDS DE PERTES : COMMENT LA TRANSPARENCE FINANCIÈRE DES MULTINATIONALES SUR UNE BASE NATIONALE PEUT CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT

Ce rapport présente la façon dont la nature transfrontalière des opérations des multinationales, combinée à l'absence de réglementations adéquates en matière de transparence, peut avoir des conséquences dramatiques sur la capacité d'un pays à mobiliser ses ressources intérieures.

Lire/télécharger l'étude (en anglais) : http://eurodad.org/uploadedfiles/whats_new/reports/cbc_report.pdf

★ LE NOUVEAU PRIX DES PARADIS FISCAUX

Selon cette étude menée en 2012 par le *Tax Justice Network*, entre 21.000 et 32 billions de dollars américains de richesses financières privées mondiales auraient été investies depuis 2010 en éludant l'impôt grâce aux juridictions opaques. Cela équivaut au produit annuel des États-Unis et du Japon combinés.

Lire/télécharger l'étude (en anglais) : http://www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/Price_of_Offshore_Revisited_120722.pdf

★ LE POUVOIR DE L'IMPÔT - UN POINT SUR LES CAMPAGNES D'ACTION

Tax Power (Le pouvoir de l'impôt) est une campagne menée dans vingt pays par ActionAid en réponse à ce scandale planétaire. Cette campagne entend exploiter le pouvoir de l'impôt des individus et des gouvernements en œuvrant à l'échelle locale, nationale et internationale afin de mettre un terme aux incitations fiscales, à toutes les formes d'évasion fiscale, de même qu'aux paradis fiscaux et au manque de transparence qui favorisent ces pratiques néfastes.

Lire/télécharger l'étude (en anglais) : http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/tax_power_-_actionaids_campaign_explained.pdf

★ PARADIS FISCAUX : A LA DÉCOUVERTE DE CES "ÎLES AUX TRÉSORS"

Cet article du *Journalist's Resource* réunit différents rapports universitaires et analyse l'évolution du point de vue des universitaires sur les paradis fiscaux.

Lire/télécharger l'étude (en anglais) : http://journalistsresource.org/studies/economics/banks/tax-havens-exploring-treasure-islands?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed:+journalistsresource+%28Journalist%27s+Resource%29

★ LAISSEZ-NOUS SOUFFLER : COMMENT LES GRANDES ENTREPRISES OBTIENNENT DES CADEAUX FISCAUX

Cette étude menée en 2013 révèle dans quelle mesure les pays en développement offrent des incitations fiscales aux grandes multinationales, et met en lumière les services publics essentiels qui auraient pu être financés grâce à cet argent perdu.

Lire/télécharger l'étude (en anglais) : http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/give_us_a_break_-_how_big_companies_are_getting_tax-free_deals_2.pdf

★ IMPOSER L'ÉQUITÉ: FINANCER L'ÉDUCATION POUR TOUS AVEC DES RESSOURCES DOMESTIQUES

Ce rapport de la Campagne mondiale pour l'éducation identifie quatre étapes majeures permettant d'accroître les ressources intérieures dans les pays à revenu faible ou moyen, telles que la mise en œuvre d'un système de taxation plus juste, ainsi que l'impact considérable de telles mesures sur l'augmentation des budgets de l'éducation et l'offre d'une éducation pour tou(te)s publique et de qualité.

Lire/télécharger l'étude : http://www.campaignforeducation.org/docs/reports/GCE_A_TAXING_BUSINESS_FR.pdf

★ DES MOTS DOUX

Cette étude menée en 2013 révèle que chaque année, en se soustrayant à l'impôt zambien, le géant britannique *Associated British Foods* prive 48.000 enfants d'une éducation, notamment en raison de pratiques fiscales agressives, de règles fiscales internationales peu strictes, ainsi que d'un faible contrôle gouvernemental sur la fiscalité.

Lire/télécharger l'étude (en anglais) : http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/sweet_nothings.pdf

VOUS TROUVEREZ ÉGALEMENT DES BLOGS ET DAVANTAGE DE RESSOURCES SUR LA JUSTICE FISCALE SUR LE SITE WEB DE L'IE L'ÉDUCATION DANS LA CRISE (EDUCATION IN CRISIS).

<http://www.educationincrisis.net>

RÉSEAUX SUR LA JUSTICE FISCALE

★ RÉSEAUX MONDIAUX

La **Global Alliance for Tax Justice** œuvre en faveur d'un monde où des systèmes fiscaux justes et équitables financent des services publics essentiels pour tous.

<http://gatj.org>

★ RÉSEAUX RÉGIONAUX

Le **Tax Justice Network-Africa (TJN-A)** est une initiative panafricaine fondée en 2007, qui est également membre du réseau mondial *Tax Justice Network*. Le réseau TJN-A entend promouvoir des systèmes fiscaux socialement justes, démocratiques et progressistes sur le continent africain, en plaidant en faveur de régimes fiscaux défendant les plus démunis et du renforcement des régimes fiscaux favorisant la mobilisation des ressources intérieures. .

<http://www.taxjusticeafrica.net>

Le réseau **European Network on Debt and Development (Eurodad)** réunit 58 organisations non gouvernementales provenant de 19 pays et œuvrant sur les questions liées à la dette, au financement du développement et à l'atténuation de la pauvreté. Ce réseau plaide en faveur d'une plus grande transparence et d'une meilleure coordination des systèmes de taxation dans le monde entier

<http://www.eurodad.org/sites/tax>

Le **Nordic Tax Justice Network** est une coalition indépendante de chercheurs/euses et de militant(e)s qui se soucient des conséquences néfastes de l'évasion fiscale, de la concurrence fiscale et des paradis fiscaux dans les sociétés providence des pays nordiques.

<http://blogi.kaapeli.fi/tjnnordic>

Le **Latin America Network for Debt, Development and Rights (LATINDADD)** est un réseau comptant 17 membres répartis dans 10 pays : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Honduras, le Costa Rica, le Nicaragua, le Pérou et l'Uruguay. A travers le renforcement de capacités et l'organisation de campagnes, le LATINDADD œuvre en faveur d'une solution durable aux problèmes de dette extérieure. Il souhaite préparer un terrain propice à une économie favorable aux individus, dans laquelle leurs droits économiques, sociaux et culturels seraient respectés et appliqués.

<http://www.latindadd.org>

L'**East Africa Tax and Governance Network (EATGN)** est un réseau de 16 organisations membres spécialisées dans les domaines de la fiscalité, de la gouvernance, des politiques publiques, de la recherche et du renforcement de capacités. L'EATGN vise à accroître l'engagement des différents acteurs et à alimenter le débat public sur les questions liées à la fiscalité et à la gouvernance au Kenya et en Afrique de l'Est.

<http://www.eatgn.org>

Coordinatrice: Luckystar Miyandazi- azreestar@gmail.com

★ RÉSEAUX NATIONAUX

Australie

Tax Justice Network Australia - <http://taxjustice.org.au>

Belgique

Het Grote Geld - http://www.hetgrotegeld.be/index.php/het_grote_geld/Nieuws

Canada

Canadiens pour une fiscalité équitable - <http://www.taxfairness.ca>

Allemagne

Netzwerk Steuergerechtigkeit Deutschland arbeiten Gewerkschaften - <http://steuergerechtigkeit.blogspot.de>

Indonésie

Taxation Advocacy Group - <http://www.taxag.org>

Pays-Bas

Tax Justice Network Netherlands - <http://www.taxjustice.nl>

Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO) - <http://somo.nl>

Norvège

Tax Justice Network Norway - <http://taxjustice.no>

Sierra Leone

Budget Advocacy Network (BAN)

Contact: Abu Bakarr Kamara, Coordinator

Courriel: bansecretariate@gmail.com or bubakaysl@yahoo.com

Téléphone : +232- 33-354955 / +232-88-884367 / +232-78-120086

Espagne

Impuesto a las Transacciones Financieras - <http://www.itfya.org/web/guest/home>

Ouganda

Tax Justice Alliance (organisations de la société civile)

Tax Justice Taskforce (organisations de la société civile, secteur privé / institutions gouvernementales)

Contact:

Nelly Busingye, Responsable des programmes, SEATINI-Uganda: nbusingye@seatiniuganda.org

Téléphone: +256 789 193 934 / +256 713 353 597

Etats-Unis

Tax Justice Network USA - <http://tjn-usa.org>

Citizens for Tax Justice - <http://www.ctj.org>

Zambie

Zambia Tax Platform- Centre for Trade Policy and Development (CTPD)

Contact: Isabel Mukelabai, Directrice exécutive: isabelmukelabai@ctpd.org.zm

Phone: +260 21 126 4409

★ CAMPAGNES

La campagne **Tackle Tax Havens**, lancée en 2011, a été mise en place dans le but de sensibiliser l'opinion publique aux paradis fiscaux : comment les reconnaître, quelles sont leurs conséquences et comment les combattre ensemble.

<http://www.tackletaxhavens.com>

La campagne **The Robin Hood Tax Campaign** défend la taxe sur les transactions financières – une taxe qui générerait des milliards pour aider les plus démunis et notre planète.

<http://robinhoodtax.org.uk/whos-behind-it/around-the-world>

Lancée en 2008, la campagne **ActionAid Tax Power Campaign** met tout en œuvre pour que les grandes sociétés paient leur juste part de l'impôt dans les pays pauvres.

<http://www.actionaid.org/tax-power/actionaid-tax-campaign-highlights-so-far>

★ OUTILS DE PROMOTION DE LA JUSTICE FISCALE

Réalisés par Christian Aid et SOMO (le centre de recherche sur les multinationales), les **Outils de promotion de la justice fiscale** (en anglais) réunissent des conseils détaillés, des astuces et des outils sur les différentes façons de mettre au point une stratégie de plaidoyer dans le domaine de la fiscalité ; de mener des recherches axées sur la fiscalité ; ou encore de faire pression, communiquer ou faire campagne autour des questions de fiscalité..

<http://taxjusticetoolkit.org>

Le **Guide sur la fiscalité à l'attention des ONG** (en anglais) propose un excellent aperçu de la façon dont les syndicats et les ONG peuvent participer au contrôle des politiques fiscales et de l'administration des gouvernements.

<http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/A-Guide-to-Tax-Work-for-NGOs.pdf>

JUSTICE FISCALE

Guide de ressources à l'attention des syndicats de l'éducation



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación

L'Internationale de l'Éducation représente les enseignant(e)s et autres employé(e)s de l'éducation du monde entier. Cette fédération réunit environ 400 syndicats répartis à travers plus de 170 pays et territoires, et représente 30 millions d'enseignant(e)s et autres travailleurs/euses de l'éducation actifs/ves, de la petite enfance au niveau universitaire.

Coordonnées de contact

Boulevard du Roi Albert II, 5, 1210 Bruxelles, Belgium
+32-2-224 06 11 | headoffice@ei-ie.org | www.ei-ie.org

CONSULTEZ LES BLOGS ET AUTRES RESSOURCES SUR LA JUSTICE FISCALE SUR LE SITE WEB DE L'IE L'ÉDUCATION DANS LA CRISE (EDUCATION IN CRISIS)

<http://www.educationincrisis.net>



UNI(E)S POUR L'ÉDUCATION
Une éducation de qualité pour un monde meilleur

www.unite4education.org



<http://www.facebook.com/unite4education/>



<http://twitter.com/unite4ed>
Hashtag: #unite4ed
Follow: @unite4ed